



Belfort le 15 décembre 2019

A l'attention de
Grand Belfort Agglomération
Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires

Objet :

Augmentation de la CFE 2019

En copie :

L'ensemble des acteurs économiques et politiques locaux
Les organes de presse

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires,

Le 09 janvier 2019, vous votiez en conseil communautaire l'augmentation des bases minimales des valeurs locatives sur la base du rapport présenté N°4.

A la connaissance de cette décision, nous avons été plusieurs organisations à vous alerter sur les conséquences auprès des entreprises concernées et notamment les plus petites.

De nombreux exemples concrets démontrant la réalité de nos inquiétudes vous ont été présentés ainsi qu'une solution technique permettant de compenser les impacts de votre décision sans qu'une suite n'ait été donnée.

Aujourd'hui, les avis d'imposition sont arrivés pour un paiement au 15 décembre.

Les chiffres y figurant sont sans appel et démontrent que nos inquiétudes respectives étaient fondées.

Les entreprises aux plus faibles bases de valeurs locatives sont directement et très fortement impactées par votre délibération.

Ceci confirme sans contestation possible que ce sont bien les petites entreprises qui sont ainsi pénalisées.

Nous nous tournons donc aujourd'hui à nouveau vers vous pour une ultime sollicitation afin de corriger la mesure prise. Pour cela, Nous vous invitons à procéder en deux temps.

Pour la compensation de l'impact fiscal sur 2019 :

La mise en place d'un fond de compensation tel que déjà suggéré, à l'instar de la même démarche déjà utilisée par Pays de Montbéliard Agglomération, il y a quelques années dans un contexte similaire.

Pour les années à venir :

La prise d'une nouvelle délibération revenant aux bases minimales des valeurs locatives précédemment existantes ; ceci avant la date fiscale incontournable.

Vous l'avez compris, les acteurs représentatifs du monde économique que nous sommes, attachons une importance toute particulière à une fiscalité juste.

Nous regretterions de devoir apporter ce sujet fiscal au cœur des prochains débats électoraux municipaux au détriment de nos enjeux de territoire essentiels à la construction d'un futur dynamique.

Nous nous tenons à votre disposition pour mettre en place les solutions justes permettant de répondre aux conséquences injustes constatées.

Recevez, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires, l'assurance de notre engagement au service de nos entreprises territoriales.

Accord électronique le
15/12/2019 – 22:40

Monsieur Louis Deroin,
Président CPME 90

Accord électronique le
17/12/2019 – 12:14

Monsieur Francis Voëlin,
Président CAPEB 90

Accord électronique le
18/12/2019 – 16:15

Monsieur Christian Orlandi,
Président CMA 90

Accord électronique le
18/12/2019 – 12:29

Monsieur Alain Seid,
Président CCIT 90

Accord électronique le
17/12/2019 – 16:36

Madame Hélène Dejeux,
Présidente Les Vitrites de Belfort

Accord électronique le
18/12/2019 – 15:32

Monsieur Jean-Louis Saiort,
Président Territoire de Commerces

Accord électronique le
17/12/2019 – 12:14

Monsieur Christophe Desmedt,
Président U2P BFC

Accord électronique le
16/12/2019 – 13:17

Monsieur Dominique Balduini,
Président VDE

Accord électronique le
16/12/2019 – 09:18

Madame Marie-Laure Schneider,
Présidente CDPL 90

Accord électronique le
16/12/2019 – 08:01

Monsieur Stéphane Jacquemin,
Président AGEA 90

Accord électronique le
18/12/2019 – 15:00

Monsieur Paul Curti,
Président FFB 90

Accord électronique le
17/12/2019 – 16:07

Monsieur Sébastien Goudey,
Président UMIH 90

Pièces jointes :

Nombreux exemples d'entreprises impactées par l'évolution de leur CFE